

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LICENCIEMENTS A MICHELIN, 35 HEURES, RETRAITES...

Patrons, Etat, partis de gauche et syndicats sont tous complices !

LES OUVRIERS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR EUX-MÊMES

Les 7 500 licenciements annoncés par Michelin sont une nouvelle violente attaque contre la classe ouvrière. Une de plus. Elle vient d'abord rappeler que la logique du capitalisme n'a jamais eu d'états d'âme envers le sort de ceux qu'elle exploite. A ce niveau, les prolétaires n'ont pas besoin d'un dessin pour prendre la mesure du cynisme d'un Edouard Michelin qui sacrifie aujourd'hui 7 500 prolétaires aux intérêts de son entreprise et de ses actionnaires. Mais il ne faut surtout pas se faire d'illusions : il n'y a pas moins de cynisme dans les diverses réactions, plus ou moins scandalisées, dont se sont fendus les représentants de la "gauche plurielle" au gouvernement, de Jospin à Robert Hue. "Attention !" a clamé le premier à l'adresse de Michelin, histoire de se dédouaner de toute respon-

sabilité dans ce nouveau coup porté à la classe ouvrière. Il faut dire, d'abord, que l'annonce la fichait plutôt mal pour lui, qui, à peine une semaine plus tôt, s'était autocongratulé de ses prétendus succès dans la "lutte contre le chômage" et fendu de la promesse du "plein emploi en France d'ici dix ans" (sic !). Au moins, Jospin pouvait en tirer un avantage, ce qu'il ne manqua pas de faire : celui de taper sur le clou de ces "méchants patrons" qui sabotent la "politique sociale" du gouvernement, grossier mensonge qu'on nous sert à toutes les sauces depuis deux ans à propos des attaques qui s'abattent sur les prolétaires sous l'égide de la loi Aubry sur les 35 heures. Donc, nous-a-t-il dit, "L'Etat n'y peut rien", d'ailleurs "l'Etat ne peut pas tout faire" et le premier ministre a même invité les salariés de Michelin à

"se mobiliser" pour se défendre, au lieu d'attendre des miracles du gouvernement.

Ce pseudo-aveu d'impuissance a fait hurler les alliés de Jospin et ses conseillers en communication lui ont fait comprendre que le discours était à double tranchant. Dame, si l'Etat se met à dire "qu'il n'y peut rien", comment voulez-vous maintenir un minimum de crédibilité au cirque démocratique ? Imaginez que les prolétaires, convaincus, en concluent qu'effectivement, voter ne sert à rien, et qu'il n'y a qu'une chose à faire : se battre ! Où irions-nous ?

Alors le reste de l'armada de gauche, les "pluricls" du PCF comme les "singuliers" extra-gouvernementaux de LO et de la LCR sont montés au créneau. Mais si ! L'Etat peut faire quelque chose, s'écrient-ils tous en chœur : il n'y a qu'à

voter une loi interdisant les licenciements aux entreprises qui font des bénéfices, il n'y a qu'à arrêter de subventionner celles qui ne créent pas d'emplois, il n'y a qu'à sanctionner celles qui abusent du travail précaire, il n'y a qu'à, il n'y a qu'à...

Le cynisme des premiers qui, au moins disent une part de vérité, vaut mieux que les mensonges de ces marchands d'illusions qui veulent nous faire croire que l'Etat ne serait pas l'Etat bourgeois, mais un espèce d'arbitre au dessus des classes, garant d'une illusoire "justice sociale". Les mêmes champions de l'interventionnisme étatique se scandalisent aussi de ce que Michelin ait osé annoncer simultanément des milliers de licenciements et des millions de bénéfices. Ils sont probablement pour que, dans le cas contraire, c'est-à-dire

dans les usines déficitaires ou au bord de la faillite, les prolétaires acceptent sans broncher les licenciements (qui tombent d'ailleurs un peu partout en ce moment, avec beaucoup moins de publicité médiatique), le tout au nom de cette même prétendue "justice sociale" et du "principe" que "chacun doit faire des sacrifices". La vérité, c'est que le capitalisme plonge inexorablement dans la crise et qu'il n'aura jamais d'autre politique que de faire payer celle-ci à la classe ouvrière. Et les bénéfices affichés aujourd'hui par Michelin n'enlèvent rien à cette réalité de la crise mortelle du capitalisme. Car c'est la concurrence à mort sur un marché mondial saturé où les plus faibles sont éliminés qui le conduit à licencier en masse, à généraliser le travail précaire, à aggraver toujours plus les conditions de travail et la "flexibilité" des horaires, à réduire les salaires à une aumône de plus en plus misérable, bref à peser de toutes ses forces sur le coût du travail. Dans la guerre économique que se livrent les Etats et les entreprises capitalistes, des pans entiers du capital sont ainsi régulièrement liquidés, soit du fait des entreprises qui ferment purement et simplement faute d'être compétitives, soit, pour celles qui restent, comme seul moyen de rester concurrentielles. Et dans cette guerre économique, l'Etat n'est ni "impuissant", ni ne manque de volonté d'agir, il est complètement complice et actif, car s'il est garant de quelque chose, c'est de la défense des intérêts du capital national, intérêts irrémédiablement incompatibles avec ceux de la classe ouvrière. Les "lois sociales" réclamées aujourd'hui

TIMOR ORIENTAL

Le capitalisme continue à répandre sa barbarie guerrière

Les massacres (des dizaines de milliers de victimes) et les déportations massives d'au moins le tiers (300 000 personnes) de la population au Timor-Oriental sont une nouvelle manifestation de l'accélération du chaos et de la barbarie guerrière dans laquelle le capitalisme enfonce l'humanité. Ces atrocités ont été planifiées de longue date, organisées et perpétrées par les milices indépendantistes avec le soutien du régime indonésien et la participation active de sa police et de son armée, sous l'oeil complaisant des grandes puissances. Comme dans les tueries des Balkans, de la Croatie au Kosovo en passant par la Bosnie, comme dans les récents génocides en Afrique, du Congo à la Somalie en passant par le Rwanda, ces atrocités prennent une forme caractéristique de la décadence capitaliste : celle de l'épuration ethnique (voir article dans R/n° 292, juillet-août 1999 : "Déportations et épurations ethniques : des méthodes de guerre du capitalisme décadent").

Mais ces événements du Timor sont également un produit de l'effondrement du bloc de l'Est il y a dix ans, entraînant la fin de la politique de bi-polarisation

entre les deux blocs impérialistes rivaux, américain et russe. Ils sont une nouvelle expression de la tendance au chaos et au "chacun pour soi" qui s'affirme depuis lors et qui se manifeste aujourd'hui par l'explosion des nationalismes, tant à l'Est (l'éclatement de l'ex-URSS étant particulièrement édifiant) qu'à l'Ouest.

La place de l'Indonésie dans la politique des blocs et après

Jusqu'à la dernière décennie, l'Indonésie servait de bastion stratégique du bloc occidental dans cette région du monde face à l'URSS mais aussi face à la Chine. Malgré une féroce répression contre le PC indonésien proche de Pékin en 1965 (qui avait fait plus de 500 000 morts), c'est la crainte de voir le général Soekarno (pour l'auto-proclamé "président à vie" en 1963) céder aux pressions chinoises qui avait provoqué sa destitution et son remplacement par un autre dictateur sanguinaire, Suharto, en 1966, à travers un coup d'Etat entièrement téléguidé par les Etats-Unis. C'est aussi la raison pour laquelle lors de l'invasion brutale du Timor-Oriental en 1975 par l'Indo-

nésie, véritable bain de sang qui avait fait 200 000 morts, pour empêcher l'accession au pouvoir du mouvement de libération nationale du Timor (Fretilin) qui bénéficiait de l'aide de Moscou, pas un seul Etat ne s'y était opposé dans le camp occidental, même si l'ONU s'était refusée à "reconnaître" formellement cette annexion. Ce coup de force a d'ailleurs été effectué sitôt proclamée la pseudo-"indépendance" accordée par le Portugal, précédente puissance colonisatrice.

Depuis la disparition de la menace russe, l'Indonésie ne peut plus jouer le même rôle qu'auparavant de gendarme du bloc occidental dans la région. Mais cet Etat demeure cependant au coeur d'une zone géographique hautement stratégique avec un territoire reliant l'océan Pacifique et l'océan Indien qui s'étend sur plus de 5 000 km de long et constitue le plus grand archipel du monde. C'est pourquoi les Etats-Unis entendent toujours préserver leur contrôle sur ce pays. Ils avaient déjà été contraints de lâcher le vieux dictateur Suharto à la suite des émeutes de mai 1998. Rappelons que celles-ci avaient été les conséquences de l'effondrement

boursier et financier qui a secoué les pseudo-"pays émergents" du continent asiatique à l'automne 1997 et le produit plus particulier du plan d'austérité drastique imposé par le FMI en échange d'une aide d'urgence destinée à sauver l'Indonésie de la banqueroute (voir dans R/n° 280, juin 1998, l'article "Emeutes et répression en Indonésie : le capitalisme en faillite déchaîne sa barbarie"). Il s'avère aujourd'hui que la façade dé-

(SUITE PAGE 4)

(SUITE PAGE 3)

Dans ce numéro

Espagne : Grève des internes des hôpitaux	p. 2
Agitation paysanne : Seule la lutte ouvrière peut offrir une alternative à la misère capitaliste	p. 3
Australie : Tract d'un cercle de sympathisants sur l'intervention au Timor	p. 4
Attentats en Russie et guerre en Tchétchénie : Terrorisme et terreur militaire, armes des règlements de compte de la bourgeoisie	p. 5
Russie : "Russiagate" ou "capitalisme-gate" ?	p. 5
Algérie : Le mensonge de la "concorde civile"	p. 5
Milieu politique prolétarien : Réponse au PCI (Le Prolétaire)	p. 6
Courrier des lecteurs : Sur la nature de classe du trotskisme (2)	p. 6
Crise économique : La fin de la crise ? Un coup de bluff de la bourgeoisie	p. 8

GREVE DES INTERNES DES HOPITAUX EN ESPAGNE

Une seule classe ouvrière, un seul combat

Nous publions ci-dessous un article de la publication territoriale du CCI en Espagne (*Acción Proletaria* n° 147, août 99) sur une grève de médecins qui s'est déroulée au printemps dernier dans les hôpitaux publics. Ce mouvement a montré deux aspects : premièrement la situation de prolétarisation dans laquelle se trouvent aujourd'hui beaucoup de médecins hospitaliers et, deuxièmement, par les pesanteurs petites-bourgeoises de ce milieu, les difficultés pour mener une véritable lutte revendicative et, par conséquent, les facilités que ces luttes offrent à la bourgeoisie pour toutes sortes de manipulations. Tout ceci rappelle la grève des infirmières qui s'est déroulée en France à l'automne 1988.

La grève des médecins internes résidents (MIR) (1) contre un décret du Ministère de la Santé octroyant le titre de spécialiste à quelque trois mille médecins dits MESTOS (2) a fait l'objet d'une couverture sans faille des médias qui, pendant le même temps passaient sous silence des luttes dans le métro de Madrid, dans les chantiers navals ou dans les transports aux Asturies. Cette grève a provoqué chez les travailleurs des hôpitaux une double attitude : d'un côté, sympathie et solidarité avec des jeunes qui subissent des conditions de travail très dures et qui se sont mis en lutte (si bien que certains travailleurs portaient l'autocollant : "Moi aussi, je suis avec les MIR"); d'un autre côté, une grande difficulté à se sentir partie prenante d'une lutte pour des problèmes extrêmement particuliers, en lien avec des "droits de formation", des examens et des titres. Non seulement ces revendications ne permettent pas l'unité avec les autres travailleurs, mais en plus et surtout, elles constituent des éléments de discorde et de division entre les médecins eux-mêmes, opposant les "sans-titre" (MESTOS) à ceux qui ont "le titre" (MIR).

La bourgeoisie a consciemment joué sur ce double sentiment et a utilisé ce secteur de travailleurs que des préjugés élitistes rendent très faible, au point qu'il est pratiquement incapable de se reconnaître comme faisant partie de la classe ouvrière, alors qu'il a un grand impact social. La bourgeoisie a essayé ainsi de désamorcer la combativité qui ne cesse d'augmenter dans le secteur de la Santé, en vue de préparer de nouvelles attaques contre celui-ci. Plus généralement, elle a présenté les faiblesses de cette lutte comme un exemple à suivre pour toute la classe ouvrière.

Une réelle combativité face au durcissement des conditions de travail

Nous avons déjà montré que les médecins salariés font partie de la classe ouvrière (3). Les hôpitaux sont devenus

leur manque d'expérience et de leur passage récent dans le milieu universitaire, ils sont encore plus sensibles au poids de l'idéologie petite-bourgeoise. Ils ont beau se considérer comme "premiers de la classe" ayant été reçus à un examen "super-dur" et bénéficiant pour le moment d'une "période de formation" qui va les conduire au nirvana de la connaissance de spécialité, ils sont néanmoins obligés de reconnaître, tout en pleurnichant, la réalité de leur existence de prolétaires : "Des éditoriaux et des revues du pays mettent en avant la **continue 'prolétarisation' du MIR... Il n'existe pas seulement une tutelle insuffisante sur les internes, mais ils sont aussi considérés comme une main d'œuvre bon marché par les médecins dont leur formation dépend... Ainsi, le MIR n'est pas considéré comme un étudiant d'un niveau supérieur de formation, mais comme un employé de l'hôpital**" (c'est nous qui soulignons) (*El País*, 3/5/99).

En réalité, le contrat MIR, une fois dépouillé de ses oripeaux, n'est que l'équivalent dans le secteur médical des prétendus "contrats d'apprentissage" existant dans d'autres secteurs comme le textile, la métallurgie, etc. C'est-à-dire qu'il est un contrat de travail grâce auquel on exploite les jeunes en les payant moins cher, en prétextant "l'apprentissage" dont ils "bénéficient". Dans tous ces cas, il y a l'appât du "poste fixe" que l'on risque d'obtenir "si on fait du bon boulot pendant la période de formation", autrement dit si on se tue à la tâche. Il va sans dire qu'il s'agit bien d'un appât et rien de plus (4).

Le manque de personnel, le durcissement des conditions de travail dans les hôpitaux font que le médecin interne tend à devenir une espèce de bouchetrou, autant sinon plus que le personnel des autres secteurs hospitaliers.

Les vraies causes du malaise des MIR ce sont les journées de travail de 12 heures et davantage, les heures de garde sans fin, les salaires ridicules avec lesquels on arrive tout juste à survivre. Et, au bout du compte, la perspective obligée du chômage à la fin du contrat. Ce

Une manipulation de la grève pour tendre un piège aux travailleurs

Ce qui est frappant au premier abord c'est le fait que la grève, avec l'excuse du décret sur les MESTOS, a été convoquée pour défendre le système MIR, autrement dit pour revendiquer les conditions de travail lamentables des médecins internes hospitaliers, conditions qui sont la conséquence directe du contrat : "Nous défendons le système MIR parce que c'est un bon système, parce qu'il garantit la formation adéquate, avec une évaluation continue et, surtout, parce qu'en plus d'être un bon système, il est juste" (un représentant des MIR dans *El País* du 2/5/99).

Ainsi, depuis le début de la grève, les MIR ont été victimes de leur propres préjugés, sans rien y comprendre, pensant que l'ennemi était les MESTOS (médecins sans titre). C'est pour cela que la bourgeoisie n'a pas eu la moindre difficulté face aux internes, les utilisant même pour ses propres intérêts.

En polarisant la combativité sur la question de la voie d'accès aux postes hospitaliers, l'Etat a réussi son coup : face au malaise de tous les travailleurs hospitaliers dû à la réduction d'effectifs et à l'immédiate augmentation de l'exploitation, ce sont les revendications corporatistes, les divisions et l'affrontement entre travailleurs qui se sont retrouvés mis en avant.

Finalement, la grève des MIR va être utilisée comme exemple dans le secteur public pour faire croire que seules des luttes pour des revendications spécifiques et particulières pourraient être payantes. C'est tout le contraire qui est vrai. De telles luttes, la bourgeoisie les manipule sans la moindre opposition et elles se terminent toujours en défaite pour les travailleurs. La grève des MIR en a constitué une claire illustration, de même que la lutte dans les aéroports espagnols, avec la défense des "privilèges" des contrôleurs aériens aux dépens du personnel au sol. C'est la même logique qui est à l'œuvre lorsque les syndicats français opposent les revendications des conducteurs à celles du reste des cheminots (5), ou dans les appels à "sauver" telle ou telle industrie ou région, ou lorsque les ouvriers sont poussés à se bagarrer entre eux pour les miettes qui restent après les sacrifices imposés par la bourgeoisie. En se laissant imposer les divisions et rivalités suscitées par la bourgeoisie, la classe ouvrière finit aussi par se laisser imposer les attaques capitalistes dans tous ses secteurs, quels qu'ils soient.

Nous ne pourrions gagner à la lutte l'ensemble des ouvriers et, ainsi, mobiliser une force capable d'affronter les attaques de l'Etat bourgeois contre nos conditions de vie, qu'en posant nos revendications d'un point de vue de classe, en tant que prolétaires, et non pas en tant que membres de telle ou

telle catégorie. Voilà la vraie leçon de la grève des MIR. Les médecins internes ont posé le problème, mais à cause de leurs faiblesses et de leur manque d'expérience dans la lutte, ils ne pouvaient pas le résoudre. Il revient aux secteurs les plus expérimentés d'avancer vers l'unité de la lutte, en y intégrant, sans préjugés, les MIR.

(1) Médecins internes des hôpitaux : ce sont des médecins qui obtiennent un contrat dit de "formation" dans un hôpital pour une période de 3 ou 5 ans, selon la spécialité, à la fin de laquelle ils obtiennent le titre de spécialiste.

(2) Médecins spécialistes sans titre officiel : ce sont des médecins qui ont été engagés et travaillent en tant que spécialistes sans être passés par le contrat MIR. L'Etat offre chaque année une quantité (3 ou 4 000 dernièrement) de places de formation de spécialiste. Pour y accéder il faut passer un dur examen, qui sert à choisir ces MIR sur plus de dix mille présents à l'examen.

(3) Voir *Revue Internationale* n° 74 et 75 "Qui peut changer le monde ?" I et II.

(4) "La Confédération espagnole des Syndicats de médecins prévoit que le chômage touchera 28 000 praticiens les dix prochaines années, y inclus ceux qui maintenant suivent la formation MIR dans les hôpitaux" (*El País* du 19/6/99).

(5) Voir *Revue Internationale* n° 291, juin 1999.

LA FIN DE LA CRISE ?

(SUITE DE LA PAGE 8)

Le décalage croissant qui existe entre l'état réel de l'économie et le niveau de son activité artificiellement dopée n'est pas sans poser de problèmes à ceux qui ont en charge la "gestion de la croissance". Dans le modèle mondial de réussite que sont les Etats-Unis, les économistes aux postes de décision vivent en permanence dans la hantise d'une surchauffe de l'économie. Ce que recouvre cette expression, c'est en fait un risque d'envolée de l'inflation, qui résulte en particulier de l'accroissement des dépenses improductives et des déficits publics. Pour la contenir, il faut tirer les taux d'intérêt vers le haut, mais pas trop, sinon on risque de provoquer la récession (1).

La fuite en avant dans l'endettement pour créer un marché artificiel se double, depuis la fin des années 80, de l'explosion de la spéculation. Ce phéno-

l'agence de notation américaine, le nombre de défauts de paiement aurait nettement grimpé au premier semestre, pour atteindre 55 grandes entreprises (dont 46 aux Etats-Unis) ayant fait appel aux marchés obligataires. Le montant total des dettes non payées s'élève à 20,5 milliards de dollars, battant le record de 1991 (19,8 milliards) (*Le Monde* du 23/8/99).

L'accumulation des... tricheries pour différer la récession ouverte

Non seulement, comme nous l'avons vu, les taux de croissances actuels ne reflètent pas la réalité du mouvement du capital, mais encore ceux-ci sont traficotés (comme les chiffres du chômage) pour renvoyer une image plus positive de la santé de l'économie. Ainsi, depuis longtemps déjà, le calcul du PIB inclut la rémunération des militaires,

le métal jaune ne constituait plus une valeur refuge, et affectant le produit de la vente à des placements plus rentables ou à des besoins urgents en liquidités. Plutôt que de risquer de faire baisser les cours en commençant à liquider son précieux stock, ce qui le conduisait du même coup à se pénaliser, le FMI imagine la chose suivante décrite en ces termes par le journal *Le Monde* du 11 / 9 / 99 : "L'institution pourrait avoir recours à un tour de passe-passe technique pour trouver le financement nécessaire. Il consiste à réévaluer une partie de ses réserves. Celles-ci ont été inscrites dans ses comptes il y a 25 ans au cours de 46 dollars l'once, alors que l'or se négocie actuellement autour de 257 dollars."

Les gesticulations actuelles de la bourgeoisie autour du thème de la fin de la crise ont pour but fondamental d'endormir les prolétaires. D'une part, on tente

AGITATION PAYSANNE

Seule la lutte ouvrière peut offrir une alternative à la misère capitaliste

Depuis le début de cet été, le gouvernement et les centrales syndicales de l'agriculture, avec en tête la Confédération paysanne, se sont partagés la tâche d'orchestrer un vaste battage autour des difficultés que connaissent les paysans. Le coup d'envoi a été donné par l'obligation faite début juillet aux grandes surfaces d'indiquer le prix à la production des marchandises agricoles, soi-disant pour faire pression sur les grandes centrales d'achat. La manoeuvre est ensuite allée crescendo, soigneusement dosée et organisée. Et depuis le saccage d'un Mac-Donald en construction à Millau jusqu'à l'incarcération puis la libération de José Bové, on a pu voir la mobilisation intense des groupes politiques de tous bords. Au coude à coude avec la gauche plurielle, les Verts "réconciliés" avec les chasseurs, le DAL, la LCR, la CNT, SUD, mais aussi Sarkozy, Le Pen et Mégret, jusqu'à

mise directement au diktat de la loi du marché capitaliste sont évidemment bien réels. Il est certain que ce secteur d'activité subit depuis des années des restrictions budgétaires draconiennes qui se traduisent et se traduiront par une diminution massive des "aides" accordées jusqu'ici à un certain nombre. Mais les petits exploitants agricoles engagés dans les opérations commando contre Mac-Donald et la mondialisation, contre le "racket" des grandes centrales d'achat et autres manifestations "radicales", ont servi en réalité les intérêts idéologiques de la bourgeoisie qui les exploite.

Un vaste battage nationaliste

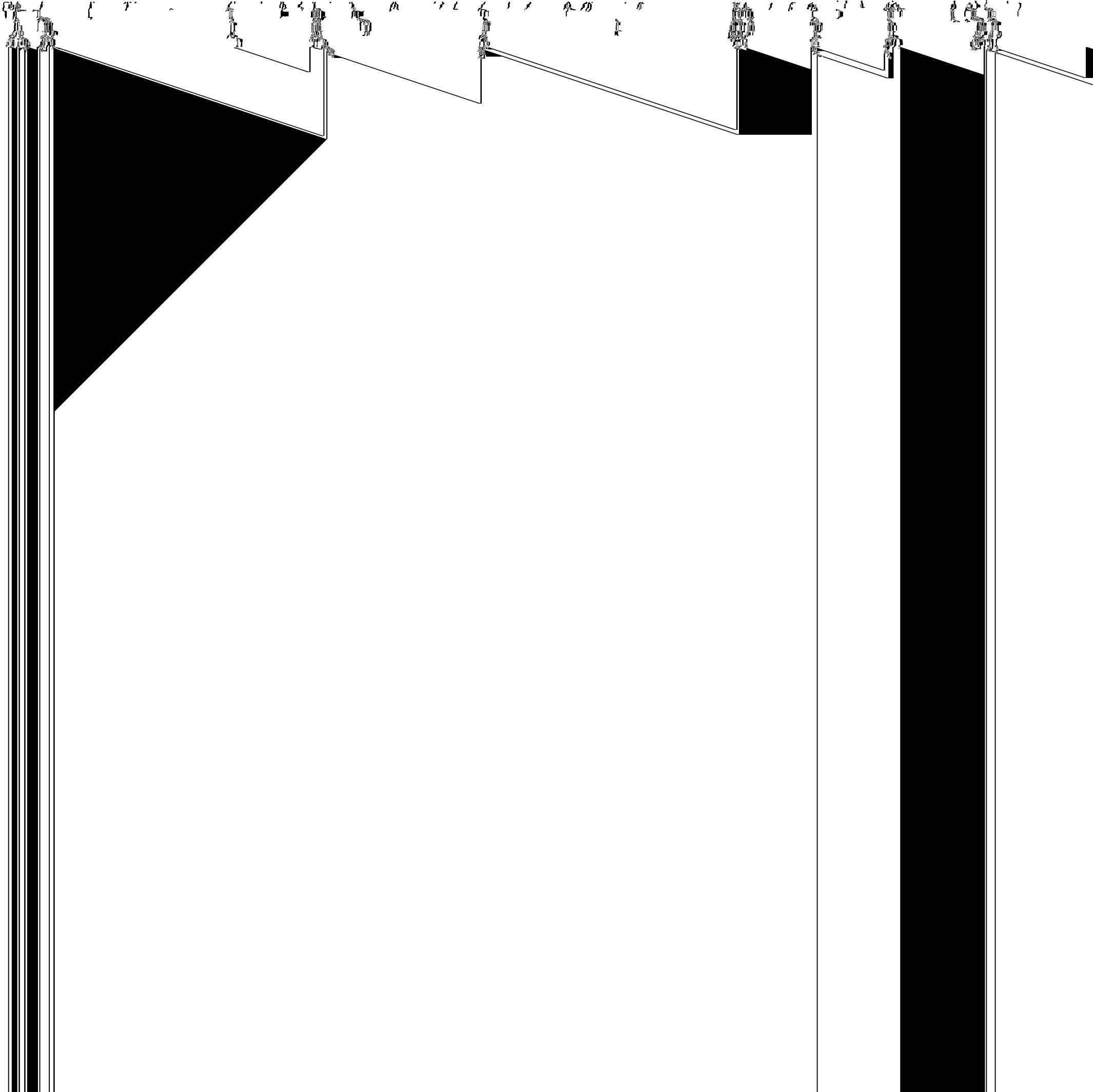
Tout en poussant les paysans à défouler une colère légitime, la bourgeoisie a regonflé la Confédération paysanne, le

déclarés de la FNSEA, le syndicat des "gros". Les Bové et consorts ont ainsi réussi à donner des airs de lutte à mort contre le capitalisme à ce qui n'était en fait que de lamentables démonstrations du nationalisme le plus franchouillard. Les destructions de restaurants Mac-Donald ou même les distributions gratuites de "bons produits français" dans d'autres (avec l'accord des gérants!), sur fond de déclarations contre *"l'impérialisme de l'agriculture américaine"* et de revendications hypermédiatisées contre la *"sale bouffe"* d'outre-Atlantique, ont poussé à l'exacerbation de l'antiaméricanisme et du chauvinisme les plus bêtifiants : "Comment ? On interdit notre roquefort ? On attende au *nec plus ultra* de la gastronomie mondiale ?"

Il est clair que tout ce barouf prenait le relais direct du mécontentement de la France devant les mesures de rétorsion

ture française, tout comme ses consœurs (voir *R/n°292*), manipule abondamment la génétique, nourrit ses animaux de farines animales, utilise à tour de bras des produits chimiques hautement dangereux et toxiques et qu'elle est une des activités les plus polluantes. La différence avec d'autres, et surtout avec celle des Etats-Unis, c'est qu'elle n'a tout simplement pas les moyens pour le faire en aussi grand ! Il n'est pas question ici de s'employer à nourrir les populations avec de la "bonne bouffe", mais d'une foire d'empoigne internationale, d'une guerre commerciale aggravée, en particulier entre la France et les Etats-Unis, dans un secteur comme celui de l'agro-alimentaire qui draine des masses de capitaux énormes et où la concurrence est des plus féroces. C'est en défense de cette guerre et de sa justification que la colère paysanne a été manipulée et flattée. Il est clair que

rideau de fumée et d'occuper le terrain idéologiquement, en partant d'une réalité que vivent au quotidien les ouvriers, celle des scandales à répétition sur la nourriture, mais en leur proposant une réponse fausse. Il s'agissait de faire écran aux vrais problèmes, la misère et le chômage grandissants, auxquels s'affronte la classe ouvrière et d'attaquer sa conscience en cherchant à entraver par ce barouf sa capacité à se poser les questions en termes de classe. C'e n'est pas par hasard qu'au plus fort de la campagne on pouvait lire dans la presse bourgeoise des perles du genre : *"Une fièvre paysanne qui dépasse le corporatisme"*, ce *"mouvement paysan incarne le rôle de porte-parole des intérêts d'une collectivité qui le dépasse"*. (*Le Monde* du 1/9/99). Exemplaire, la "colère paysanne" l'est en effet, mais du corporatisme le plus étriqué et de la défense des intérêts d'une couche so-



TIMOR-ORIENTAL

Le capitalisme continue à répandre sa barbarie guerrière

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

mocratique qui avait entouré le nouveau président Habibie n'était que de la poudre aux yeux.

En Indonésie, c'est la même clique mafieuse, encore dominée par le clan Suharto, qui détient le pouvoir épaulée par une armée gangsterisée. Quand on sait par exemple que plus de 40% des terres du Timor-Oriental sont la propriété de généraux indonésiens qui faisaient régner la terreur depuis des années en se comportant comme de véritables seigneurs de la guerre, cela est révélateur du caractère mafieux et corrompu des Etats du "tiers-monde".

Petits ou grands, tous des gangsters impérialistes !

Mais ce n'est nullement parce que l'Indonésie serait dirigée par une bande de brutes ou de monstres sanguinaires, comme les médias occidentaux cherchent à le faire croire, que son gouvernement a déchaîné une telle violence au Timor-Oriental. Ce comportement est dicté par la simple défense d'intérêts impérialistes nationaux bien compris car s'il laissait échapper une partie du Timor, c'est l'Etat indonésien tout entier, dont la fragile unité repose sur le

conglomérat d'une myriade d'îles, patchwork composé d'ethnies, de cultures, de religions et d'héritages coloniaux différents, qui serait menacé d'implosion. D'ailleurs, depuis des lustres, l'Indonésie doit faire face à de nombreuses velléités sécessionnistes. L'indépendance du Timor-Oriental encouragerait d'autres îles ou "provinces" où des troubles pro-indépendantistes ont déjà éclaté (notamment Aceh, Riau, Irian-Jaya) à revendiquer à leur tour un changement de statut. Voilà pourquoi l'impérialisme indonésien sème aujourd'hui la terreur et se livre à un impitoyable bain de sang payé de leur vie par les populations locales.

Mais l'Australie "voisine" que l'on trouve à la tête de la croisade anti-indonésienne et qui compose aujourd'hui l'essentiel des forces d'intervention de l'ONU au Timor-Oriental, concentrant entre ses mains les principaux postes de responsabilité militaire, n'est pas animée de meilleures intentions. Quand on sait que l'Australie est le seul Etat à avoir reconnu en 1975 l'annexion du Timor-Oriental par l'Indonésie, on ne peut que s'interroger sur les raisons de ce parfait retournement de veste. C'est simplement que l'Australie profite de la situation et des difficultés de sa rivale impérialiste indonésienne pour tenter

de prendre sa place comme nouveau caïd régional. En jouant sur le fait qu'il a été jusqu'ici un fidèle allié de Washington, l'Etat australien impose sa présence et son engagement militaires pour faire valoir ses droits et faire reconnaître sa montée en puissance sans le moindre scrupule car, même si son intervention au sein de l'ONU s'est effectuée sous la houlette intéressée de la Maison Blanche, il n'hésite pas à faire de la surenchère pour son propre compte.

Mais ces moeurs de gangsters ne se limitent pas là. Toutes les grandes puissances qui se font passer pour des championnes des "causes humanitaires et démocratiques" viennent une fois de plus de démontrer leur double langage. Après une période de silence quasi-complet des principaux protagonistes de l'intervention meurtrière au Kosovo, les premières prises de position optaient pour un non-engagement : ainsi, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, William Cohen, déclarait le 8 septembre : "*Nous devons être sélectifs sur les endroits où nous engageons nos forces et, dans les circonstances actuelles, ceci n'est pas un endroit où nous sommes prêts à engager nos troupes.*" Quant au ministre britannique des Affaires étrangères, Robin Cook, un des plus fervents va-t-en guerre au

Kosovo, il annonçait encore le 5 septembre que "*personne au monde n'était prêt à débarquer en force au Timor-Oriental*". Toutes les grandes puissances avec une belle unanimité entonnaient le même refrain : l'intervention militaire était jugée "trop dangereuse". Quelle hypocrisie ! Il suffit de se rappeler du débarquement immédiat et à grand spectacle des "marines" en Somalie en décembre 1992 dans un pays complètement livré à la guerre civile entre bandes rivales pour comprendre que ce prétendu argument n'est qu'un alibi. La véritable raison de leur esquive est que nombre d'entre elles n'ont pas le moindre intérêt à l'éclatement de l'Indonésie, et surtout les Etats-Unis. Au contraire, leur politique délibérée face à des massacres programmés d'avance et totalement prévisibles a été de laisser le gouvernement indonésien faire le sale boulot de l'écrasement des Timorais pour lancer un avertissement aux autres îles de l'archipel et dissuader toute nouvelle tentative d'indépendantisme d'où qu'elle vienne. L'intervention tardive de l'ONU au Timor, deux semaines après "la bataille", pour conforter leur image de "grands défenseurs de la paix et de la démocratie" de par le monde, est une illustration de leur cynisme. De plus, l'ONU, en investissant un Timor-Oriental en ruines et déserté par nombre de ses habitants, laisse intactes les bases armées des anti-indépendantistes qui se sont repliés elles aussi sur le Timor-Occidental, territoire indonésien légal où leurs bandes sèment désormais aussi la terreur, d'autant plus que l'on a poussé les populations dans le piège de se réfugier dans la partie occidentale de l'île.

Les Etats-Unis n'ont pas pu empêcher le retour de l'ONU et, derrière elle des puissances européennes rivales des Etats-Unis, sur le devant de la scène lorsqu'il s'est agi d'investir le Kosovo. C'est l'ONU qui a pris l'initiative en mai dernier d'organiser un référendum sur l'indépendance du Timor-Oriental qui

constituait une véritable provocation pour l'Indonésie. C'est encore l'ONU qui a pris la responsabilité de l'intervention au Timor-Oriental. Et si l'on a vu des Etats européens comme la France brandir derrière le drapeau de l'ONU le "*droit inaliénable du peuple timorais à l'autodétermination et à l'indépendance*" dans le "*respect de la démocratie*" c'est que, derrière ce bla-bla-bla et ces ronflantes déclarations humanitaires, elles cherchent insidieusement à déstabiliser et à contester la domination américaine sur cette partie du monde qui avait longtemps été sous l'influence coloniale des Etats européens.

Tous les discours et les promesses faites il y a dix ans sur l'ouverture d'une "ère de paix" se sont avérées être d'énormes mensonges. On l'a vu avec la guerre du Golfe, puis avec les conflits successifs qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie ou encore avec les zones de massacres qui ont ravagé le continent africain, le chaos mondial ne fait que s'étendre. Dans toutes les régions stratégiques de la planète, et c'est maintenant le cas du côté du continent asiatique comme le prouve l'intervention au Timor-Oriental, les grandes puissances sont poussées à intervenir, chacune pour assurer la défense de ses propres intérêts. Comme en chaque occasion depuis dix ans, leur pseudo-"causes humanitaires" ne sont que l'hypocrite alibi idéologique pour justifier leurs interventions militaires et assurer la défense de leurs intérêts stratégiques sur le terrain. Comme chaque fois depuis dix ans, leur prétendue "défense de la démocratie" sert de couverture aux sordides manœuvres impérialistes des uns contre les autres qui livrent régulièrement les populations locales à un sort tragique. Dans ce contexte, le chaos et la barbarie guerrière du capitalisme ne peuvent que continuer à s'aggraver et à s'étendre.

CB (24 sept.)

Tract d'un cercle de sympathisants du CCI en Australie

Nous publions ci-dessous des extraits d'un tract diffusé par le Cercle de discussion de la Gauche communiste de Melbourne en Australie. Les camarades de ce cercle constituent la seule voix révolutionnaire qui s'est exprimée dans cette région du monde face au déchaînement de la propagande guerrière en Australie à la pointe de l'intervention militaire au Timor oriental. Nous saluons cette prise de position et le courage politique qui l'anime.

Rwanda, Congo, Tchétchénie, Afghanistan, Bosnie, Cachemire, Kosovo... et maintenant Timor oriental (...), un nouveau massacre de masse soigneusement planifié est en marche, avant même qu'ait séché le sang du dernier. Des milliers-peut-être des centaines de milliers- de gens ont été massacrés. Cette fois cependant ce n'est pas "au loin", mais directement au seuil de l'Australie et dans une zone avec laquelle le capitalisme australien a depuis longtemps des relations intimes.

L'Australie va conduire la force militaire multinationale au Timor oriental. Ce sera une aventure longue et sanglante. "*Une fois l'accord conclu, il se passera des années avant que tous les Australiens rentrent chez eux*", a averti un officiel de la Défense (*The Age* du 9 septembre 1999). (...)

Le Labor Party, les syndicats et les groupes gauchistes ont même été ceux qui ont le plus vociféré leur soutien à une telle intervention. Et les médias nous rappellent sans cesse que de plus en plus de Timorais sont assassinés quotidiennement.

Il ne fait aucun doute que des milliers de Timorais ont été tués sauvagement par les bandes armées de Djakarta. Mais Canberra n'est pas l'innocente qu'elle prétend être. (...)

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme australien a pris part à la guerre contre le Japon en se servant des Timorais de l'Est comme de chair à canon.

En 1965, le gouvernement indonésien de l'époque était renversé par un putsch militaire brutal. Les rives de Java sont devenues rouges du sang de centaines de milliers de morts - parmi lesquels beaucoup d'ouvriers- pendant des mois. L'Australie avait alors chaleureusement soutenu la nouvelle dictature militaire de Suharto et compagnie.

L'Australie et l'Alliance occidentale ont tourné de façon décidée un oeil aveugle en direction de la répression militaire indonésienne d'ouvriers et de paysans pauvres durant 30 ans après.

(...) Les grèves furent brutalement brisées et l'impérialisme indonésien étendait inexorablement son regard vers la Papouasie de l'Ouest et le Timor-Oriental. Sans s'en effrayer, l'Occident -y compris l'Australie- a continué à fournir une aide militaire à Djakarta. Ce fut la même chose avec le gang actuel d'Habibie, Alatas et Wiranto. (...)

L'effondrement de l'ex-URSS et du bloc de l'Est à la fin des années 80 a signifié la fin de la guerre froide, mais elle n'a pas ouvert l'ère dorée de paix et de fraternité internationales que nous avait promis le capitalisme. En réalité, depuis lors, les tensions militaires, les massacres génocidaires et les guerres n'ont fait que se multiplier.

Sans la menace de la Russie, les Etats-Unis ne sont plus capables d'empêcher leurs anciens alliés de leur faire directement concurrence et de se battre entre eux pour le partage du gâteau impérialiste. Qu'il s'agisse des grandes puissances (France, Allemagne, etc.) ou des petites (Irak, Serbie, etc.), toutes se sont affrontées aux Etats-Unis soit directement (les puissances plus petites) soit indirectement, à travers le soutien ou le déploiement de bandes nationalistes locales. (...)

Une fois encore, le capitalisme montre son véritable visage : une barbarie sans fin, faite pour la mort et la destruction. Les morts ne sont pas le produit de "mauvais" ou de "faibles" dirigeants du monde. C'est la seule réponse du capitalisme à sa crise économique insurmontable. (...)

Partout les ouvriers doivent défendre leurs propres intérêts indépendants. C'est la seule voie pour affaiblir la machine de guerre capitaliste. En refusant d'accepter les sacrifices que la classe dominante veut nous imposer afin de financer ses guerres, en refusant de porter le fardeau de la crise économique du système, les ouvriers peuvent gagner la force collective de refuser l'ultime sacrifice : celui de leur vie dans la guerre impérialiste. (...) Ce n'est que lorsque les ouvriers de tous les pays pourront mettre fin au capitalisme que la barbarie capitaliste cessera.

Tract distribué par le **Cercle de discussion de la Gauche communiste**, Melbourne, Australie, 13 septembre 1999.

Pour obtenir des exemplaires de cette prise de position, ou pour la discuter, contacter : GPO Box 1729P, Melbourne, Victoria 3001, Australia.

À PARAÎTRE

"Fascisme et démocratie : deux expressions de la dictature du capitalisme"

Selon la bourgeoisie, le fascisme constituerait une espèce "d'aberration historique", une manifestation des forces obscurantistes complètement étrangères au capitalisme et à son mode de vie "civilisé". Il serait à l'origine de la Seconde Guerre mondiale et c'est donc tout naturellement qu'elle lui fait endosser la responsabilité de la barbarie sans nom de ce conflit et de l'holocauste.

La réalité est toute autre. La propagande bourgeoisie s'appuie sur les horreurs bien réelles du fascisme pour escamoter la responsabilité du "camp d'en face" dans les atrocités du deuxième conflit mondial. Ainsi, la nature de la Seconde Guerre mondiale, qui comme la première était un conflit impérialiste pour le repartage du monde, a-t-elle été travestie par les mensonges de la propagande bour-

geoise qui lui ont donné l'apparence d'un combat entre le "bien et le mal".

En mettant sous le boisseau les crimes des Alliés pendant ce conflit, la bourgeoisie cherche à innocenter le camp démocratique et à dédouaner le capitalisme de la barbarie sans nom dans laquelle ce système décadent plonge l'humanité depuis le début du siècle.

Le camp démocratique n'a, en vérité, rien à envier à celui du fascisme et aux horreurs des camps de concentration nazis, comme le révèle toute l'histoire de ce siècle. C'est ce que démontre notre brochure à paraître (disponible en décembre 1999 au prix de 30F) contenant, entre autres, des textes du mouvement ouvrier des années 20 et 30.

Pour toute commande, écrire à la B.P. de RI.

ATTENTATS EN RUSSIE ET GUERRE EN TCHETCHENIE

Terrorisme et terreur militaire, armes des règlements de compte de la bourgeoisie

Près de 300 morts, c'est le triste bilan des attentats dont la Russie et particulièrement Moscou ont été le théâtre début septembre. Mais, à cette horreur sanglante, s'ajoute celle du déchaînement de la barbarie guerrière de l'Etat russe en Tchétchénie, avec des centaines de morts "officiels" de part et d'autre. Toute la propagande du Kremlin visant clairement une population tchétchène rendue responsable des attentats à travers les islamistes, la brutale chasse au

faciès caucasien menée par les autorités russes, ont été autant d'éléments qui préparaient à justifier les massacres présents et à cautionner cette ignoble opération de police impérialiste.

C'est la bourgeoisie qui est terroriste

A la violence aveugle des actes terroristes répond donc la violence aveugle de la guerre impérialiste. Si celle-ci est

une expression de la décadence capitaliste, le terrorisme est un produit de la décomposition profonde de ce système capitaliste, dont la Russie est une partie des plus atteintes. En effet, que ces attentats aient été commandités par Grozny, comme l'avance la thèse officielle, ou par les services secrets de Moscou pour justifier son opération militaire, voire par d'autres, ils ont montré encore que le terrorisme est devenu une des armes privilégiées des règlements de compte entre Etats et entre fractions bourgeoises. Il ne s'agit plus d'un "phénomène" périphérique ou limité à certaines zones, mais éclatant dans les grands centres urbains, frappant en particulier les quartiers populaires comme on l'a vu à Moscou et à Volgograd. Et, non seulement la population et la classe ouvrière se font assassiner, mais elles en font encore à d'autres égards les frais. Car ces attentats ont permis à la bourgeoisie russe de justifier la mise sur pied d'un flicage et d'un quadrillage en règle de tout le pays et d'un véritable état de siège dans certaines grandes villes, avec passages à tabac et autres mesures répressives à l'encontre des "noirs" caucasiens, persécuteurs islamistes désignés. Rappe-

lons-nous à ce propos le renforcement de la police et l'élargissement des prérogatives de l'Etat en matière de répression auxquels ont donné lieu les attentats terroristes dans les pays développés, de l'Europe aux Etats-Unis.

En outre, ces attentats, par la réponse particulièrement "musclée" et "décidée" auxquels ils ont donné lieu, ont permis de redorer l'image d'Eltsine et du pouvoir central, fortement déconsidérés du fait de la misère insupportable qui gagne la Russie et des scandales à répétition dont ils sont l'objet. Mais ils ont encore été une véritable aubaine pour alimenter et faire monter un sentiment d'union nationale et un resserrement des rangs au sein du "peuple russe", venant d'autant mieux faire passer les atrocités présentes.

La Fédération russe de nouveau face à l'explosion

L'opération impérialiste russe actuelle était prévue depuis l'apparition de la guérilla des "radicaux" islamistes de Bassaev au mois d'août. La bourgeoisie russe peut bien clamer sur tous les tons qu'il s'agit d'un complot "pro-atlantiste", jetant les pays du Golfe et le fameux

Ben Laden dans le même sac, ce ne sont pas plus ces "rebelles" que les attentats qui sont à l'origine réelle de cette tuerie.

C'est fondamentalement pour résister à l'ampleur des forces centrifuges auxquelles se trouve confronté l'Etat russe, la poussée inexorable des tendances à la dislocation de la Fédération, qui font rebondir la question tchétchène. Certains événements récents ont certainement contribué à la précipiter : ainsi le refus de la République du Tatarstan d'envoyer des conscrits au Daghestan contre les rebelles islamistes ou encore la déclaration d'autonomie de la part de la République karatchévo-tcherkesse, au nord du Caucase. C'est donc par le meurtre en masse que la bourgeoisie russe tente de freiner le délitement des restes d'un empire qu'elle ne peut pas lâcher, avec de plus le risque d'être rapidement balayée. Cette guerre se veut aussi être un exemple et une menace pour les autres, mais, avec son cortège de monstruosités, elle ne pourra amener que plus de chaos, non seulement dans tout le Caucase, mais dans toute la Russie.

KW (24 septembre)

"Russiagate" ou "capitalisme-gate" ?

La Russie n'en finit pas de s'enfoncer dans le chaos. Toutes ses tentatives pour se sortir de ce bourbier l'y enfoncent un peu plus. Le "Russiagate", dont la presse bourgeoise, du *New York Tribune* au *Monde*, "découvre" l'étendue, en est un exemple significatif :

Les crédits du FMI, présentés comme une "aide au programme d'assainissement de la situation financière russe", versés à la Banque Centrale Russe (BCR), s'évaporent dans les poches des politiciens ou des organismes privés, comme la Fimaco (dans un paradis fiscal, Jersey), pour spéculer sur les GKO, bons du Trésor ! Ainsi, sur les 4,8 milliards de dollars de juillet 1998, 3,9 ont servi à échanger GKO et roubles contre des dollars, contribuant au krach du 17 août 1998 et à l'effondrement du rouble que le prêt devait éviter !

Ce sont déjà près de 15 milliards de dollars de liquidités provenant du FMI qui ont été identifiés dans les opérations de blanchiment de l'argent sale de l'omniprésente mafia russe vers de très respectables banques occidentales (Bank of New York, Royal Bank of Scotland, etc.). Et ce n'est là qu'une infime partie de l'énorme masse de capitaux qui sort continuellement des circuits de l'économie russe au profit d'escrocs comme le parrain Semion Mogilevitch (patron de la société écran Benex), l'oligarque Boris Berezovski ou le président Eltsine lui-même et les membres du gouvernement.

L'aide alimentaire américaine (cette "générosité" servant à éponger la surproduction céréalière des USA), suite à la désastreuse récolte russe de 1998, a elle aussi été totalement détournée et revendue sur le marché à compte privé.

La "Famille" (nom donné au clan du président Eltsine) a bénéficié de pots-de-vin (avec cartes de crédit au nom d'Eltsine et de ses filles) de la société immobilière suisse Mabetex en charge de la rénovation du Kremlin !

Ces "révélations" ne surprennent pas les révolutionnaires sur la réalité des mœurs de gangsters de la bourgeoisie. Le niveau de corruption de celle-ci comme l'enfoncement dans la misère de la population sont des conséquences de l'aggravation de la crise économique mondiale. En Russie, l'espérance de vie masculine est réduite à 55 ans, 65% de la population vit sous le seuil de pau-

vocation philanthropique. Dans la mesure où elle veille à la cohésion de la société qu'elle exploite, elle se dote juste d'un minimum de "légalité". La phase de décomposition du capitalisme fait de plus en plus voler en éclat cette belle "harmonie". Mais c'est la même bourgeoisie, qu'elle soit anciennement stalinienne, des pays du tiers-monde ou des pays centraux, qui fait partout la preuve de son cynisme et de son incroyable vénalité. La corruption d'un Dumas vaut bien celle d'un Tchernomyrdine et le népotisme d'un Mitterrand ne doit rien à celui d'Eltsine ! La décomposition avancée de la Russie rend cette corruption plus criante que dans les démocraties occidentales, où elle est plus sophistiquée et plus policée, mais pas moins réelle. De même, les détournements du FMI et le blanchiment de l'argent des mafias russes n'a pu se faire qu'avec des complicités dans les services financiers occidentaux (banques, FMI, gouvernements des grandes puissances). Si le scandale éclate, c'est que certaines fractions de la bourgeoisie américaine en ont assez de remplir un tonneau des Danaïdes de plus en plus pourri, et veulent se débarrasser de la clique d'Eltsine.

Le soutien financier à la Russie a toujours eu un sens politique et non pas humanitaire, que ce soit pour amortir la chute dans l'abîme et éviter une onde de choc trop violente pour les grandes puissances ou pour négocier une influence stratégique au niveau impérialiste.

En Russie comme ailleurs, le seul vrai "scandale" auquel doit s'attaquer la classe ouvrière, c'est la survivance du capitalisme lui-même.

BTD

Lisez notre brochure

LA DECADENCE DU CAPITALISME



ALGERIE

Le mensonge de la "concorde civile"

Suite au "référendum-plébiscite" du 16 septembre dernier en Algérie, à l'"approbation massive" de la volonté de "paix" du président Bouteflika, on a vu les médias et les plus dignes représentants de la bourgeoisie française souligner le succès de cette opération "démocratique". Avant même les résultats de ce référendum, les médias français n'avaient cessé, dans le sillage de la propagande officielle algérienne, de crédibiliser la mascarade électorale, la démagogie et les mensonges qui ont accompagné la mystification sur la grande "lessive au sein de l'Etat" et la "concorde civile". Le soutien permanent au président algérien (comparé pour l'occasion à De Gaulle) n'a cessé de transparaître, que ce soit à la radio, à la télévision ou dans les journaux. Tout le gratin, de gauche comme de droite, s'est empressé d'adresser des "félicitations" au chef de l'Etat algérien.

L'optimisme partagé par l'ensemble de la bourgeoisie française sur cette élection tranche pourtant avec les "critiques" qu'elle avait formulées elle-même à l'occasion de celles des présidentielles du printemps dernier : elle dénonçait alors de façon hypocrite le "gonflement artificiel des urnes", les "truquages" et les "manières antidémocratiques" du candidat Bouteflika (voir R/n°290). Aujourd'hui, il faut croire que la bourgeoisie fran-

çaise ne cesse de grimper. L'Etat, qui doit faire face à la déliquescence et au chaos, se retrouve toujours plus traversé par des contradictions et des antagonismes qui ne demandent qu'à s'exprimer de manière plus brutale encore. Ainsi, le mirage de la "concorde civile" ne signifie pas que les conflits d'intérêts et les luttes de cliques aient disparus. L'état de calme relatif tout à fait momentanément exprime seulement le résultat d'un fragile rapport de force ou les différents protagonistes se regroupent ayant de passer de nouveau à l'offensive. Les luttes de cliques au sein de l'armée ne peuvent à terme que s'aggraver de nouveau et les islamistes radicaux peuvent tout autant être réactivés par un soutien logistique extérieur. Ces derniers étaient, on le sait, soutenus jusqu'à il y a peu par les Etats-Unis, via l'Arabie Saoudite, pour tenter de déstabiliser la région afin de faire reculer et mettre en difficulté l'impérialisme français. Dans le cadre du développement du chacun pour soi, les grandes puissances impérialistes rivales ne cessent d'exercer une pression intense qui ne peut, tôt ou tard, que modifier ce semblant d'équilibre. Cela ne pourra malheureusement se traduire que par de nouveaux massacres de la population civile.

Il ne peut y avoir de paix possible dans le capitalisme, comme l'illustrent tragiquement tous les meurtres de masse

A PROPOS DE L'APPEL DU CCI AUX GROUPES DE LA GAUCHE COMMUNISTE

Réponse au PCI (*Le Prolétaire*)

Notre Appel aux Groupes de la Gauche Communiste (1) avait pour objectif la publication d'une déclaration commune contre la guerre impérialiste de la part de ceux qui avaient adopté une position internationaliste pendant la guerre du Kosovo. La gravité de la situation créée par la guerre en Yougoslavie justifiait pleinement à nos yeux une telle initiative. Mais, de plus, cette dernière constituait la réponse appropriée à l'importance que représente la guerre pour le mouvement révolutionnaire. En effet, c'est à de telles occasions que se vérifie l'appartenance des organisations politiques au camp du prolétariat ou à celui de la bourgeoisie. C'est ainsi que la social-démocratie avait trahi lors de la première guerre mondiale, les partis stalinien et trotskiste lors de la seconde.

Aujourd'hui nous pouvons constater que notre appel n'a malheureusement pas eu d'échos positifs (2). Nous reviendrons prochainement plus largement sur les réactions qu'il a suscitées. Mais sans plus attendre, nous tenons à prendre brièvement position sur la réponse négative du PCI - *Le Prolétaire* dont nos lecteurs prendront utilement connaissance dans sa publication (3).

Notre appel était-il une manœuvre ?

"La manœuvre", dit *Le Prolétaire*, "consiste en ce que le fondement réel de cette initiative et son but ne résident pas dans les arguments mis en avant avec des trémolos dans la voix, mais dans l'idée, née de l'éclectisme du CCI, que le futur parti révolutionnaire naîtra de la fusion des groupes existants, le jour où ceux-ci auront surmonté leur 'sectarisme' absurde. Le CCI met donc

après le déclenchement de la guerre, il n'y avait que quatre groupes, hormis le CCI (5), ayant rédigé une prise de position politique et diffusé un tract. C'est justement à la lecture de ces tracts et sur la base de ceux-ci que le CCI a rédigé son appel.

Il est reproché au CCI de "mettre à profit les occasions qui se présentent" pour chercher à "tenter des actions communes". Rappelons au *Prolétaire*, ce dont il est vraisemblablement lui-même convaincu, qu'avec la guerre en Yougoslavie nous n'étions pas confrontés à n'importe quelle "occasion" mais bien à une accélération très importante des tensions impérialistes.

Le CCI serait opportuniste car il braderait les principes ou chercherait à cacher les divergences, à "clamer à tout vent que tous ces groupes ont les mêmes positions essentielles, font par-

tie d'une même famille, déchirée pour l'heure par des malentendus ou des points de détail, mais inévitablement destinés à se réunifier" ! Ceci n'est pas recevable. Nos lecteurs savent bien, et *Le Prolétaire* également, que nous n'avons jamais cherché à cacher nos divergences. Au contraire, nous avons souvent été à l'initiative de la clarification politique à travers de nombreuses polémiques avec les groupes révolutionnaires et avec *Le Prolétaire* en particulier. Nous n'avons jamais caché nos divergences politiques avec cette organisation sur l'Etat, la conception du parti, la violence, etc. Mais *Le Prolétaire*, engagé par principe à refuser la possibilité d'un appel commun, ne répond pas au contenu réel de notre proposition. Il ne s'agissait pas nécessairement d'organiser une série de rencontres entre les organisations de la Gauche communiste, mais simplement de se mettre d'accord sur la rédaction d'une prise de position commune.

Comme nous l'avons déjà mis en évidence, un tel document aurait eu un impact énorme sur les éléments en recherche et les prolétaires. Inversement, l'incapacité à le produire renvoie le milieu révolutionnaire à ses propres faiblesses.

Il existe sans aucun doute une continuité de la politique du CCI. Celle-ci n'est basée ni sur des coups de tête, ni

sur des innovations. Nous avons toujours mis en avant la nécessité de la discussion politique sans concessions sur les principes entre les différents groupes de la GCI, mais aussi celle de parler d'une seule voix lorsque les événements l'imposent. Cela ne revient en rien à brader les principes.

En ce qui nous concerne, nous continuerons à défendre cette politique qui, nous ne le cachons pas, est inspirée aussi de l'exemple de la Gauche à Zimmerwald : "Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal eurent leur importance à une époque où il était nécessaire d'unir tous les éléments pro-

létariens disposés sous une forme ou sous une autre à protester contre la boucherie impérialiste (...) Mais il pénétra dans le groupement de Zimmerwald, à côté d'éléments nettement communistes, des éléments 'centristes', pacifistes et hésitants." (6) Comme l'histoire l'a montré, cette avancée pour le mouvement ne signifiait pas la fin du combat politique, comme l'ont illustré par la suite les polémiques entre Lénine et Trotsky (7), entre la Gauche et ceux qui allaient former les Centristes de l'USPD en Allemagne, entre la Gauche et une partie du PSI en Italie. CCI

(1) Lettre publiée dans *Révolution Internationale* n° 291 (juin 1991) et envoyée au BIPR (Bureau International pour le Parti Révolutionnaire avec ses deux composantes, la CWO en Angleterre et *Battaglia Comunista* en Italie), au PCI-*Programma comunista*, au PCI-*Il Partito Comunista* et au PCI-*Le Prolétaire*.
(2) Lire notre réponse à celle négative du BIPR dans la *Revue Internationale* n° 98.
(3) *Le Prolétaire* n° 446 de mai-juin 1999. Editions Programme, 3 rue Basse Combalot - 69007 Lyon.
(4) La Gauche communiste de France publia, à la fin de la guerre, le "Manifeste de la Gauche Communiste aux prolétaires d'Europe" de juin 1944 republié dans *Révolution Internationale* n° 292 de juillet-août 1999.
(5) Dès le lendemain du déclenchement des frappes aériennes, le CCI commençait à diffu-

ser son tract international de dénonciation de la guerre dans les 13 pays où il possède des sections. Dès cet instant également, il programmat des réunions publiques qui, pour la plupart, se sont tenues la semaine suivante. De plus, la diffusion de son tract a été prise également en charge par des sympathisants en Australie, au Canada, en Russie et en Ukraine, territoires où il n'existe pas de section du CCI.
(6) "Déclaration de la Gauche de Zimmerwald" au 1er Congrès de l'IC signée par Lénine, Rakovsky, Zinoviev, Trotsky, Platten au moment où la Gauche de Zimmerwald se dissout pour "remettre tous ses documents au Comité Exécutif de la 3e Internationale".
(7) Ce dernier faisait partie du Centre de Zimmerwald avant 1917.

COPIER DES LECTEURS * SUR LA NATURE DE CLASSE DU TROTSKISME (2)

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

*Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :*

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 165
1960 AD Heemskerk- HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

LE CCI SUR INTERNET :

www.internationalism.org

RÉUNIONS PUBLIQUES

**Dix ans après la chute du mur de Berlin,
quel bilan, quelles perspectives ?**

**LYON : le samedi 20 novembre
de 15h à 18h**

C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

**MARSEILLE : le samedi 6 novembre
de 15h à 18h.**

Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie
du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 23 octobre à 15 h

Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

**TOULOUSE : le vendredi 5 novembre
à 20 h30.**

Rendez-vous sur la place de l'église de
la Fourquette, route de Seysses,
Toulouse.

**TOURS : le samedi 13 novembre
à 15 h**

9, place de la Tranchée (en haut de l'av.
de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E)
- ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :

-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi
par des souscriptions. Nous avons ouvert une
souscription permanente pour le soutien de no-
tre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises
qui bénéficient de subventions de la classe
dominante et de son Etat pour assurer la défense
des intérêts du capital, l'organisation révolution-
naire ne vit que grâce aux cotisations de ses
militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politi-
que conscient de solidarité et de soutien à la
défense des idées révolutionnaires. Elle parti-
cipe pleinement de la défense des intérêts de la
classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui
faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans
le combat contre les mensonges et mystifica-
tions de la bourgeoisie, contre ses moyens de
propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenus.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 2 octobre de 15 h à 17 h, Le
Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du
bar.

Vente de la presse le samedi 2 octobre de 11h à 12h à l'angle
des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 16 octobre à 14 h 30 à la MNE, 23,
rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 10 octobre de 11h à 12h au
marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue
Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence le samedi 16 octobre de 15h à 18h au C.C.O.,
39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt
Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du
mois de 17 h à 18 h (17 h 15 à 18 h 15 changé par courrier du
10 mars)

MARSEILLE

Permanence le samedi le samedi 9 octobre de 18h30 à 21h
, au buffet Cafeteria de la gare St Charles et le samedi 6
novembre de 18h30 à 21h (à la suite de la réunion publique ou
RV à partir de 18h15 à la sortie du métro Chartreux)

Vente de la presse le samedi 6 novembre de 11h30 à 12h30
, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la
rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 23 octobre à 18h à la salle de la
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 9 et 23 octobre de 18h à 20h, au 27,
avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché d'Aligre (place d'Aligre, Paris
12e, M°Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de 11h45 à
13h.

ROUEN

Vente de la presse les dimanches 10 octobre et 7 novembre
de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 15 octobre à partir de 18 h 30.
Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 10 et 24 octobre de 10h30
à 12h, au marché aux Puces (place St-Semin) et le dimanche 17
octobre de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-
d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 16 octobre à 17h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à
11h30, au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

BROCHURES

La décadence du capitalisme

(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger
18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)

La tranchée contre la classe

Lisez la Revue Internationale

La fin de la crise ?

Non, un coup de bluff de la bourgeoisie !

"La crise est finie !", "Fin d'éclipse pour l'économie mondiale !". Le message que veut faire passer la bourgeoisie est on ne peut plus clair : ça va beaucoup mieux et surtout cela va aller encore mieux. Il existe effectivement, pour la bourgeoisie, certaines raisons de se réjouir, à court terme. La vague de fond qui a laminé les tigres et les dragons asiatiques, qui a fait vaciller le Japon et atteint profondément le Brésil, alors que la Russie accélérât sa plongée dans le gouffre d'une faillite sans fin, a pour l'instant

épargné d'une récession tant redoutée les économies développées en Europe et aux Etats-Unis. Il existe par ailleurs certains indicateurs économiques qui, pris isolément de tout contexte, semblent étayer cet optimisme. Pourtant la réalité se situe aux antipodes de cette autosatisfaction, tant en ce qui concerne la fragilité accrue de l'économie mondiale que des conséquences d'une telle évolution sur le plan des attaques contre la classe ouvrière.

Depuis le début de cette année, on n'a pas vu s'infléchir les tendances profondes à la détérioration du tissu économique, et encore moins s'améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière.

Ralentissement ou aggravation des attaques contre la classe ouvrière ?

Les entreprises licencient, et pas seulement Michelin, alors que le nombre des fonctionnaires diminue. Qu'à cela ne tienne, pour croire à l'embellie, il suffit de se laisser appliquer docilement la méthode Cona par tous les

geoisie répartit le chômage de façon déguisée sur des fractions croissantes de la classe ouvrière encore au travail pour en dissimuler l'aggravation réelle. Cela s'appelle la réduction du temps de travail qui n'est autre que la généralisation de l'ancien chômage technique, aggravé de la flexibilité au moyen de l'annualisation des horaires travaillés. Et lorsque de telles mesures ne suffisent plus à masquer la pression au développement du chômage ou qu'il est nécessaire d'exhiber un bon résultat, alors les gouvernements revoient leurs méthodes d'élaboration des statistiques, pour "enquêter" sur la dévaluation

tion maladie et des retraites versées aux chômeurs.

Les dispositions "favorables" à la classe ouvrière au sein de la législation du travail sont battues en brèche sur tous les plans : la limite de la durée de la journée de travail est repoussée grâce à l'annualisation du décompte des heures travaillées ; l'âge de la retraite est reculé alors que l'âge minimum pour commencer à travailler est avancé (dans l'Union européenne déjà 2 millions d'enfants travaillent) ; le travail de nuit augmente (14% des salariés concernés en 1998 contre 12% en 1991) et son interdiction pour les femmes a été levée

justement de l'exploitation des ouvriers et uniquement de celle-ci que le capitalisme dégage les profits nécessaires à son existence et son élargissement.

Comment interpréter alors les taux de croissance positifs exhibés fièrement par la bourgeoisie ? Les chiffres de la croissance officielle actuelle, aussi modestes soient-ils, ne sont même pas significatifs d'une croissance réelle, aussi faible soit-elle, de l'économie. En effet, une partie importante des PIB correspond à des marchandises, telles l'armement, qui ne pourront jamais participer au sein de nouveaux cycles de développement de la production de masse

sance chinoise s'essouffle avec de nouveau le spectre d'une dévaluation de sa monnaie. L'économie sud-coréenne, élément dynamique de cette future reprise asiatique, était en train de renouer avec des taux de croissance impressionnants (10% au cours du second trimestre) tandis que le chômage et le nombre des faillites allaient en diminuant. Et soudain, coup dur ! (tout à fait prévisible), "la quasi-faillite de Daewoo menace l'ensemble de l'économie coréenne" (*Le Monde* du 15/9). Et ce n'est pas tout ! Le troisième groupe d'assurance national, la Korea Life, est sur le point d'être liquidé.

